

# La France semble disqualifiée pour intervenir dans son ancienne colonie et les solutions africaines ne paraissent guère en mesure de dénouer la crise

## Mali, l'intervention difficile

Pendant que des pourparlers se poursuivent à l'ONU, le Mali continue de s'enfoncer dans une crise sans fin qui ne dit pas son véritable nom, entre guerre civile et coup d'Etat militaire inachevé, avec une partition de facto du territoire, une montée en puissance des groupes islamistes armés et l'écroulement des institutions démocratiques à Bamako. Pour l'instant, les spécialistes conviennent généralement qu'une reconquête de l'Azawad sécessionniste n'est pas envisageable dans le nord. Repliée sur Bamako, l'armée malienne n'est plus vraiment opérationnelle, et le recours à des milices progouvernementales ne paraît pas non plus probant du fait de leur expulsion de la région. En outre, il existe un certain consensus parmi les pays occidentaux pour penser qu'une résolution des problèmes du Nord saharien passe d'abord par le Sud sahélier. Les désaccords portent en revanche sur les moyens à mettre en œuvre en vue de rétablir un Etat de droit et un gouvernement civil à Bamako.

Les liens historiques entre la France et son ancienne colonie du Soudan pourraient laisser croire à cet égard que Paris aurait un rôle militaire à jouer. Or rien n'est moins évident. En effet, le nationalisme des Maliens s'est largement construit contre une ancienne puissance coloniale qui a beaucoup perdu de son pouvoir d'attraction. En témoignent les graffitis des murs de Bamako qui proclament : « La France dehors » !

Les griefs sont nombreux et portent notamment sur les expulsions à répétition de migrants clandestins depuis l'affaire des « 101 Maliens », renvoyés en 1986 dans un charter affrété par Charles Pasqua, à l'époque ministre de l'intérieur. La présidence de Nicolas Sarkozy n'a évidemment pas calmé le jeu. A la différence du Sénégal, le Mali est ainsi un des derniers pays de la région à avoir refusé de signer avec Paris un accord de réadmission des sans-papiers.

**« A Bamako, on reproche à la France d'être en partie responsable de la crise du fait de son intervention en Libye, qui a provoqué le retour de Touareg armés par Kadhafi »**

Les relations avec la France étaient donc déjà tendues avant le renversement du président « ATT » (Amadou Toumani Touré) par les mutins du capitaine Amadou Sanogo en mars. Depuis lors, Paris continue de faire l'objet de nombreuses spéculations « conspirationnistes ». A Bamako, certains accusent la France d'avoir facilité la chute du président sortant parce que celui-ci avait refusé de s'engager plus avant dans la lutte contre le terrorisme, les trafics de drogue et l'émigration clandestine. Sans craindre la contradiction, d'autres soupçonnent au contraire l'Elysée de vouloir réinstaller au pouvoir des proches d'ATT en soutenant la formation d'une garde présidentielle susceptible d'aller combattre les islamistes en pays touareg. A en croire les théoriciens du complot, les services secrets français cherchaient notamment à armer le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) pour lutter contre Ansar Eddine et AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique).

Peu importe alors que ces allégations soient vraies ou non. Force est d'admettre qu'à Bamako la France n'est pas perçue comme un médiateur impartial. On lui reproche aussi d'être partiellement responsable de la crise, du fait de son intervention militaire en Libye, qui a précipité le retour au Mali de nombreux combattants touareg armés par Mouammar Kadhafi. Frustrés et incapables de prévenir la partition de leur pays, les nationalistes maliens ne sont certainement pas les derniers à vilipender les manœuvres de l'ancienne puissance coloniale.

En d'autres termes, une intervention de l'armée française à Bamako aurait toutes



### Patrick Gonin

Géographe, chercheur à l'université de Poitiers, Patrick Gonin s'intéresse aux migrations internationales, en particulier à l'espace migratoire franco-malien. Il a, entre autres, coordonné le numéro d'« Hommes & migrations » sur les « Migrations subsahariennes » (2010) et publié un article avec Nathalie Kotlok sur « Migrations et pauvreté : essai sur la situation malienne » (Ceriscope.sciences-po, 2012)

### Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, Marc-Antoine Pérouse de Montclos est spécialiste des conflits armés en Afrique subsaharienne et chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Il est l'auteur, entre autres, d'« Etats faibles et sécurité privée en Afrique noire » (L'Harmattan, 2008)



les chances de se heurter à des formes de résistance populaire qui compromettraient la résolution du conflit.

Reste alors à s'interroger sur l'éventualité d'une opération de la paix onusienne. Les réticences viennent cette fois du Conseil de sécurité de l'ONU. De fait, la situation malienne ne menace pas la paix mondiale au sens où l'entend le chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui peut exceptionnellement autoriser à contourner les souverainetés nationales pour envoyer des casques bleus rétablir l'ordre constitutionnel et empêcher l'extension d'un conflit. Comparée à la Syrie, la

crise humanitaire n'est pas non plus telle que l'on puisse invoquer le fameux principe de la responsabilité de protéger, la R2P (Responsibility To Protect). Objet d'une résolution votée à l'ONU en 2009, celle-ci permet théoriquement à la communauté internationale de pallier les défaillances d'Etats incapables de prendre en charge leur propre population. Avant d'en arriver à une solution militaire, encore faut-il que des massacres soient imminents et que les recours à la négociation diplomatique ou aux sanctions économiques aient tous été épuisés. Ce n'est assurément pas le cas au Mali aujourd'hui.

### Touareg, Aqmi, forces gouvernementales, les trois acteurs du conflit

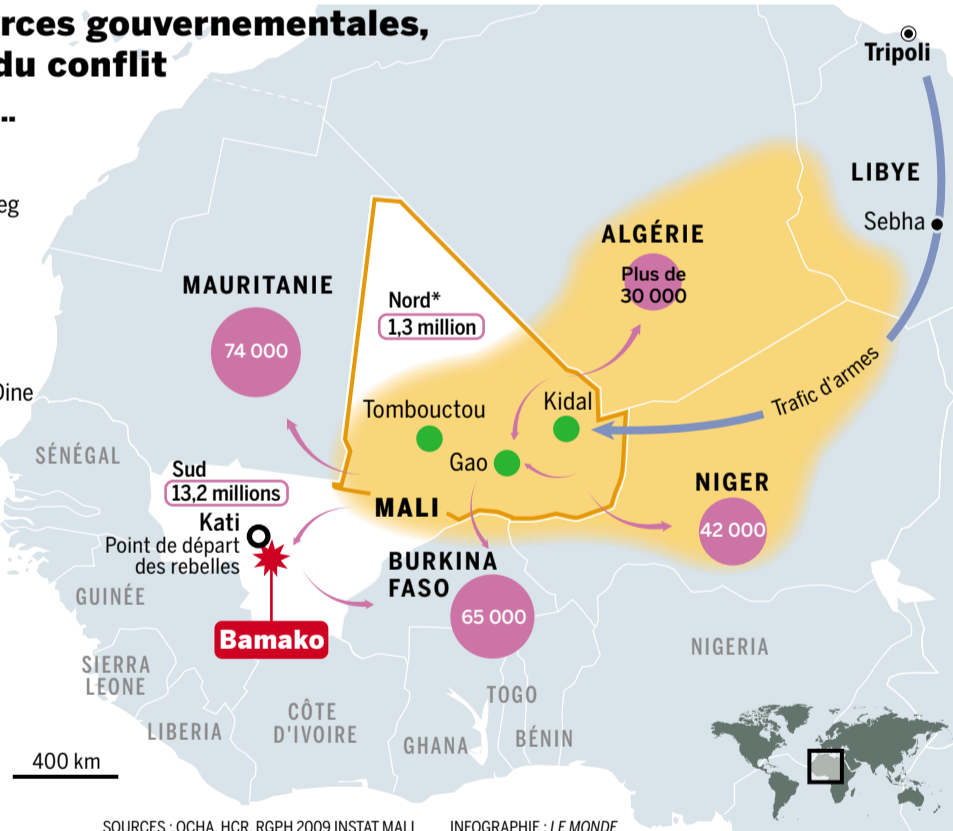
#### Une zone sous tension...

- Coup d'Etat
- Zone de peuplement touareg
- Zone revendiquée par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA)
- Villes contrôlées par les islamistes d'Ansar Dine et Aqmi
- Trafic d'armes et mercenaires touareg en provenance de Libye depuis la chute du colonel Kadhafi

#### ... facteur d'instabilité régionale

- Déplacement de population
- Réfugiés maliens
- Nombre d'habitants

\* Régions de Tombouctou, Kidal et Gao



## Quand le Nigeria se prépare à reculer

LE NIGERIA revendique un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et veut être le gendarme de la région. Du fait de son poids militaire, démographique et économique, il est donc pressenti pour envoyer des troupes à Bamako. A Abuja, le président Goodluck Jonathan a ainsi tenu des propos très fermes pour condamner le coup d'Etat du capitaine Amadou Sanogo.

Mais le Nigeria se fait prier et n'est visiblement pas encore prêt à s'investir massivement dans une opération de la paix cautionnée par la Cédéao et les Nations unies au Mali. Le défi est d'abord d'ordre logistique. Il s'agit en effet de transporter des troupes sur près de 2 000 kilomètres et de déployer des militaires anglophones sur une terre francophone qu'ils ne connaissent pas. Les difficultés proviennent également d'un manque de volonté politique. Dans les années 1990, les jun-

tes militaires à l'époque au pouvoir au Nigeria avaient accepté de mener des opérations de la paix au Liberia puis en Sierra Leone afin de se racheter une conduite sur la scène internationale, d'éviter des sanctions économiques américaines et, à l'occasion, de se débarrasser des officiers les plus gênants en les envoyant en mission à l'étranger.

#### Une situation interne fragile

Le président Goodluck Jonathan, lui, a été élu en 2011 et n'a pas besoin d'une pareille forme de reconnaissance diplomatique. De plus, il est lui-même aux prises avec des mouvements de rébellion qui l'ont obligé à décréter l'état d'urgence dans plusieurs Etats de la fédération nigérienne. Conjointement avec la police, l'armée est en l'occurrence déployée sur trois principaux fronts internes : le delta du Niger pétrolier, pour préserver un

calme précaire depuis l'amnistie des combattants du MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta) en 2009 ; le Plateau et une partie de la Middle Belt pour prévenir les affrontements récurrents entre les chrétiens et les musulmans de la ville de Jos ; le Nord-Est et le Borno, enfin, pour essayer d'endiguer l'insurrection de Boko Haram, une secte islamiste qui a pris l'ampleur d'un groupe terroriste et dont on craint une possible connexion avec AQMI dans l'Azawad.

Bien qu'il puisse être tenté d'envoyer des troupes au Mali pour contenir la menace islamiste et chasser les putschistes de Bamako, le président Goodluck Jonathan serait alors contraint de dégarnir ses positions à l'intérieur du Nigeria. Au vu des pressions de son opinion publique, il n'est pas du tout évident qu'il en ait les moyens. ■

Unies. Aujourd'hui engagé au Darfour pour le compte de l'Union africaine, le Nigeria a également encadré et commandé les interventions militaires de la Cédéao pour mettre un terme aux guerres civiles qui ont ravagé le Liberia et la Sierra Leone dans les années 1990. Ces précédents n'ont cependant pas toujours été très heureux.

Au Liberia, par exemple, l'armée nigérienne a largement participé au pillage du pays. En outre, elle a monté et financé des milices locales pour faire la guerre par procuration et éviter d'engager ses propres troupes au combat. En empêchant l'arrivée au pouvoir de Charles Taylor en 1990, elle a retardé d'autant la résolution du conflit... qui s'est conclu par l'élection dudit Charles Taylor en 1997. A l'intérieur même du Nigeria, l'armée s'est par ailleurs rendue responsable de plusieurs massacres à Odi, dans le delta du Niger en 1999, dans des villages de la Middle Belt en 2001 et, encore récemment, dans le Borno en 2009, pour n'en citer que quelques-uns. Ses « bavures » sont si systématiques qu'elles posent crûment la question de la capacité des militaires nigériens à intervenir dans des opérations de paix.

La difficulté est que les alternatives locales ne sont pas légion. Alors que la Côte d'Ivoire se remet à peine de sa guerre civile, le Burkina Faso francophone apparaît comme un des derniers pays stables de la région, et son président, Blaise Compaoré, a été nommé médiateur de la Cédéao au Mali. L'armée burkinabé n'a cependant pas les moyens de rétablir l'ordre constitutionnel à Bamako. Arrivé au pouvoir en 1983 par un coup d'Etat confirmé en 1987, le président Blaise Compaoré essaie d'utiliser sa position diplomatique pour s'acheter une nouvelle légitimité sur la scène internationale. Mais il n'est pas forcément le mieux placé pour résoudre la crise gouvernementale à Bamako. En effet, un conflit frontalier a déjà opposé les armées burkinabé et malienne en 1985. En guise de gardien de paix, le président Blaise Compaoré, quant à lui, attisé la guerre au Liberia en soutenant et en armant la faction de Charles Taylor.

**« Une forme d'autonomie de l'Azawad devra sans doute être négociée en vue de construire un nouveau contrat social et national »**

Ainsi, les attermoissements de la Cédéao et l'attentisme de la communauté internationale laissent présager une solution à minima. Pour rétablir l'ordre constitutionnel au Mali, il est possible que les pays occidentaux se contentent de contracter et de rémunérer une compagnie privée afin de sécuriser le retour à Bamako du président par intérim Dioncounda Traoré, en exil depuis qu'il a été agressé dans son bureau par une foule en colère et vraisemblablement manipulée par les mutins. L'objectif initial serait de consolider l'assise d'un gouvernement civil et d'écarter définitivement la menace du camp de Kati, où continuent de sévir les hommes du capitaine Amadou Sanogo. Dans un deuxième temps serait alors envisagée la reconquête politique du Nord saharien, reconquête qui ne pourra se faire sans une implication forte de l'Algérie et de la Libye, et pas seulement de la Mauritanie, du Burkina Faso ou du Niger.

D'ores et déjà, il paraît très peu probable que les Maliens puissent revenir au statu quo ante. A défaut d'une indépendance de l'Azawad qui ne serait reconnue par personne, et surtout pas par les pays voisins, une forme d'autonomie régionale devra sans doute être négociée en vue de construire un nouveau contrat social et national. A l'heure où les combattants du MNLA sont en déroute, c'est peut-être paradoxalement l'intransigeance des islamistes qui permettra au gouvernement malien de regagner « les cœurs et les esprits » des Touareg en les convainquant que le pouvoir éloigné de Bamako vaut mieux que la dictature de proximité des fous de Dieu. ■